

Transformer le monde bleu en économie verte

Dossier de la rédaction de H2o
October 2016

Alors que la pêche et l'aquaculture apparaissent désormais comme des forces transformationnelles au sein des économies africaines, il est nécessaire de faire davantage afin d'atténuer les impacts du changement climatique et de la pêche illégale dans les océans et les communautés côtières. Tel est le message clair qu'a voulu faire passer Josè Graziano da Silva, directeur général de la FAO aux dirigeants présents lors de la Conférence ministérielle sur l'économie des océans et le changement climatique en Afrique qui s'est tenue début septembre à Maurice. La conférence avait pour objectif d'identifier les opportunités visant à améliorer les capacités du continent africain à boutir des économies axées sur les océans et qui seront résilientes au changement climatique.

"Des océans sains et productifs sont essentiels pour lutter contre la pauvreté rurale, garantir la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et atteindre l'objectif Zéro Faim" a-t-il déclaré. "Les acteurs issus du domaine de la pêche, du transport, de la production énergétique et du tourisme, pour en lister quelques-uns, ont besoin de solutions adaptées et innovantes pour transformer les impacts du changement climatique en opportunités" selon M. Graziano da Silva. "Les nations africaines prennent peu à peu conscience de l'importance de se diversifier au-delà des activités terrestres et d'approfondir les relations souvent fructueuses qu'ils entretiennent avec la mer", a indiqué le directeur de la FAO, ajoutant que cette relation devenait de moins en moins prévisible en raison des changements environnementaux. "Les communautés côtières sont déjà affectées par plusieurs phénomènes dont le réchauffement des océans, l'élevation du niveau de la mer, des événements météorologiques extrêmes, l'intrusion d'eaux salées, l'acidification des océans et modifications subsquentes des ressources dont elles dépendent pour leur alimentation et leurs moyens d'existence" a fait valoir le responsable. Malgré tout, les impacts du changement climatique sur les océans suscitent moins d'inquiétude que ceux sur la terre et l'atmosphère. "Cela devra changer afin de profiter pleinement du potentiel de la Croissance bleue au sein des économies marines et maritimes plus vastes et d'empêcher les autres de perdre leurs moyens d'existence actuels."

Le changement climatique n'est pas le seul défi que les pays côtiers doivent relever. La pêche illicite, non déclarée et non réglementée ajoute une pression supplémentaire sur les océans et les ressources marines, un phénomène responsable d'importantes pertes financières pour le gouvernement et qui s'élève à plusieurs milliards de dollars. Ainsi, la FAO a invité les gouvernements à signer l'accord international Port State Measures, récemment entré en vigueur et qui jouera un rôle fondamental dans la lutte contre la pêche illégale et dans l'amélioration de la gestion des pêcheries. Actuellement, seuls 13 des 34 PEID sont parties de l'accord dont 9 en Afrique, a précisé M. Graziano da Silva alors qu'il appelait les gouvernements à agir rapidement afin de mettre en œuvre le traité.

La production mondiale de poisson a progressé régulièrement ces cinq dernières décennies, en dépassant même la croissance de la population mondiale. Entre les années 1960 et 2012, la consommation moyenne de poissons par habitant a quasiment doublé, passant d'un peu moins de 10 kg à un peu plus de 19 kg. Mais l'économie bleue ne consiste pas seulement en du poisson. Au total, l'activité économique mondiale des océans est estimée entre 3 et 5 milliards de dollars. 90 % du commerce international s'effectue par transport maritime et plus de 30 % du pétrole et du gaz à travers le monde sont extraits en mer. De plus, l'élargissement des connaissances en matière de biodiversité marine a permis de réaliser des avancées significatives dans des secteurs tels que l'industrie pharmaceutique, la production alimentaire ou encore l'aquaculture.

FAO